

**Mathieu Denis avec la collaboration d'Albert Albala *et al.*
Jacques-Victor Morin. *Syndicaliste et éducateur populaire.*
Montréal, VLB Éditeur, 2003. 251 p.**

Jacques Rouillard

Volume 4, numéro 2, printemps 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024605ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024605ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rouillard, J. (2004). Compte rendu de [Mathieu Denis avec la collaboration d'Albert Albala *et al.* Jacques-Victor Morin. *Syndicaliste et éducateur populaire.* Montréal, VLB Éditeur, 2003. 251 p.] *Mens*, 4(2), 352–356.
<https://doi.org/10.7202/1024605ar>

Mathieu Denis avec la collaboration d'Albert Albala et al. Jacques-Victor Morin. *Syndicaliste et éducateur populaire*. Montréal, VLB Éditeur, 2003. 251 p.

Jacques-Victor Morin a été un acteur de premier plan de la gauche syndicale et politique des années 1950, opposé au conservatisme social ambiant et mêlé de près aux tentatives de former un parti politique progressiste en milieu francophone. Faisant partie des intellectuels qui étouffaient sous le duplessisme, il a milité avec les Jean Marchand, Pierre Elliott Trudeau, Thérèse Casgrain, Fernand Daoust et autres qui luttaient pour régénérer la société francophone.

Morin était aussi un conteur remarquable, qualité que nous avons remarquée au Regroupement des chercheurs-res en histoire des travailleurs et travailleuses québécois. Pour cette raison et l'intérêt de ses propos, nous l'avons invité à deux reprises à témoigner lors des colloques annuels du Regroupement. C'est à l'occasion du deuxième de ces colloques, au printemps 1998, que de jeunes étudiants en histoire ont eu l'idée de reconstituer son itinéraire en l'interrogeant. Ils en ont tiré un volume avec l'intention de transmettre « une expérience militante de la génération du Québec de l'après-guerre à celle qui allait avoir vingt-cinq ans en l'an 2000 ». Leur démarche a d'abord consisté à consulter ses archives personnelles déposées à l'UQAM, documentation qu'ils ont complétée par six entretiens. De l'enregistrement de ces entrevues, ils ont tiré une version écrite à laquelle le syndicaliste a apporté des précisions et des ajouts. Même si le volume prend la forme de questions et de réponses, le texte est suffisamment substantiel pour que la lecture soit intéressante.

Trois facettes de la vie de Jaques-V. Morin sont abordées : son action comme syndicaliste, son implication dans la

création de partis politiques de gauche et ses activités comme éducateur. Né dans une famille montréalaise bourgeoise, il est influencé par sa tante, Renée Morin, qui a des idées peu orthodoxes pour son époque. Elle est féministe et militante de gauche, membre de la League for Social Reconstruction et du CCF dans les années 1930. Jacques-V. l'a suivie dans ce milieu où on retrouve peu de Canadiens français à l'époque. C'est sous l'influence de cette gauche canadienne-anglaise qu'il se pénètre des valeurs qui seront siennes pour le reste de sa vie : souci de la protection des droits individuels, adhésion à un socialisme respectant les droits démocratiques et nécessité de fonder un parti politique pour l'implanter.

Son implication en politique commence très jeune, à l'âge de 22 ans, alors qu'il adhère au CCF (1943) dont il devient le président canadien de l'aile jeunesse en 1949. Outre le CCF, il milite activement par la suite dans la Ligue d'action socialiste (1955), le Parti social-démocratique (1956), le Rassemblement (1956), le NPD (1960), le NPD-Québec (1963) et le Parti socialiste du Québec (1963) où on le retrouve souvent à des fonctions de direction. Le socialisme qui l'anime s'inscrit dans la tradition humaniste et travailliste britannique qui vise à une plus grande justice sociale, un élargissement de la démocratie et la socialisation des grands moyens de production. Dans ces groupes, il côtoie des personnalités qui deviendront mieux connues que lui-même et dont il ne se gêne pas pour tracer un portrait, parfois élogieux ou plus souvent mordant : Thérèse Casgrain, femme peu commode aux « sursauts aristocratiques », Claude Ryan, astucieux et malicieux, Michel Chartrand, sincère et imprévisible, Eugene Forsey, malade de la royauté britannique, etc. Ses reproches les plus vifs vont à ses camarades du Rassemblement qui « ont viré capot » en 1965 pour rejoindre le Parti libéral : Jean Marchand, Pierre Elliott Trudeau, Gérard Pelletier, Jacques Hébert et

autres. À son avis, ils ont saboté une occasion unique de changer le Québec en l'orientant vers la social-démocratie. Même les transformations accompagnant la Révolution tranquille ne lui apparaissent pas assez substantielles puisqu'elles n'ont pas « suffisamment changé la donne ».

À la fin des années 1950, Morin est marqué par la montée du nationalisme québécois, plus critique envers ses « amis anglophones » qui rechignent au bilinguisme et à la reconnaissance du concept des deux nations au Canada. Soumis à l'influence du mouvement de décolonisation dans le tiers monde, il se convertit lentement à la nécessité de l'indépendance pour finalement apporter son soutien au Mouvement souveraineté-association en 1967. À ce propos et contrairement à d'autres intellectuels de gauche, il est convaincu que l'indépendance doit précéder l'instauration d'une société socialiste (p. 151). Mais son implication politique s'arrête en 1968 lorsqu'il accepte le poste de secrétaire général associé pour l'UNESCO au Canada. Établi à Ottawa, il demeure en retrait de la vie politique québécoise jusqu'à son retour à Montréal en 1986.

Dans les années 1950, son action politique au CCF l'amène à œuvrer dans les instances du syndicalisme international au Québec. Il a eu l'occasion au CCF de fréquenter de nombreux militants syndicaux : « C'était le même monde ». En 1952, il devient secrétaire exécutif de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ), poste qu'il occupe jusqu'à ce que la Fédération des travailleurs du Québec soit mise sur pied en 1957. C'est le moment des luttes contre le gouvernement Duplessis, « homme de la trahison, de la corruption et de la tyrannie » et de l'adoption du « Manifeste du peuple du Québec » en 1955 (il participe à sa rédaction). De 1956 à 1962, il devient permanent de la section québécoise d'un syndicat international, les Travailleurs unis des salaisons

et denrées alimentaires. Cet emploi lui fait prendre conscience des dures conditions de travail des salaisons et de la dynamique pas toujours rose des négociations de travail. Sa connaissance du milieu du syndicalisme international lui permet, là aussi, de relever les traits de caractère d'un certain nombre de syndicalistes pour lesquels Morin a le don de la formule frappante ; il s'y applique pour Roméo Mathieu, Jean-Marie Bédard, Madeleine Parent, Pierre Vadeboncœur, Roger Provost, Léo Lebrun, etc. De son passage à la FUIQ, il conserve toujours une piètre opinion des centrales syndicales rivales : il vilipende la FPTQ pour sa complaisance envers le gouvernement Duplessis, accuse la CTCC regrouper uniquement des syndicats de boutique avant 1949 et reproche à la CSN ses supposées accointances avec le gouvernement libéral au début des années 1960.

Le témoignage de Jacques-Victor Morin nous replonge dans les opinions qui animent la gauche québécoise des années 1950 et qui demeurent encore bien présentes dans la mémoire collective au Québec. Il puise dans ses souvenirs avec peu de regard critique et sans avoir confronté ses opinions avec la recherche historique récente. Il est de la génération des opposants au duplessisme, mais désireux dans son cas d'y insuffler un souffle social-démocrate. Amer envers ses compagnons qui ont troqué le socialisme pour une demi-révolution, il aurait voulu aller beaucoup plus loin. Ses idéaux socialistes sont repris par une nouvelle gauche plus radicale à la fin des années 1960, mais il n'est plus dans le paysage politique et il ne se reconnaît guère dans cette « go-gauche ». À la fin de son témoignage, il avoue être « assez usé par la vie, les échecs, les combats ou les projets terminés en queue de poisson ». Mais il se dit heureux d'être de ceux qui ont voulu « faire quelque chose avec la race humaine, plutôt que de ne rien faire du tout ». C'est la valeur principale qu'il lègue aux jeu-

nes, et il valait la peine que certains d'entre eux lui permettent de la rappeler dans un volume.

Jacques Rouillard
Département d'histoire
Université de Montréal

Olivier Dard. *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*. Paris, Presses universitaires de France, 2002. 332 p. (Coll. « Le nœud gordien »).

L'historiographie européenne récente a tendu à élargir le cadre d'application de la problématique des *Non-conformistes des années 30*, introduite dans l'ouvrage classique de Jean-Louis Loubet del Bayle (1969) à propos de cette « tentative de renouvellement de la pensée politique française » (pour reprendre son sous-titre) par des groupes de jeunes intellectuels résolus à aborder de front les questions que soulevait une modernité en crise en prenant leurs distances par rapport aux clivages idéologiques communément admis. Jean-François Sirinelli a ainsi pu parler d'un « non-conformisme des années 20 », précurseur et vivier de l'autre, en particulier à partir du tournant de 1926-27 identifié par Serge Berstein. Olivier Dard reprend cette périodisation plus longue du milieu des années 20 à la Seconde Guerre mondiale pour ce qu'il préfère appeler les « nouvelles relèves », afin d'y inclure, outre les intellectuels au profil littéraire ou juridique, les professionnels et les scientifiques — notamment les ingénieurs, du moment qu'ils se veulent porteurs de projets de rénovation nationale et souvent internationale. Les prenant au mot de leurs appels à passer du projet à l'action, Dard met l'accent sur les parcours et l'audience des hommes plus que sur l'ana-